

Effet d'entraînement. On a tendance à opposer les différents mécanismes susceptibles d'élargir le champ de responsabilité des entreprises, alors qu'ils peuvent être complémentaires. Comme le montre cette lettre, ces mécanismes peuvent être volontaires (engagement de BNP Paribas en matière de financement des hydrocarbures non conventionnels), résulter d'accords privés et contraignants (accord collectif sur la sécurité dans les ateliers textiles au Bangladesh), être déclenchés grâce à des initiatives publiques visant à récompenser ou à décourager certaines pratiques (diversité dans les conseils d'administration au Royaume-Uni), être imposés par des réglementations (interdiction de la fracturation hydraulique en Ecosse et en Afrique du Sud). En fait, la multiplicité de ces instruments est une chance, à condition qu'ils s'articulent pour former une dynamique s'apparentant à une sorte de crémaillère, avec effet de cliquet empêchant tout retour en arrière.

INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

Discrimination, Royaume-Uni

Le Royaume-Uni invite les entreprises à accroître la diversité dans leurs conseils d'administration

Le 2 novembre 2016, le président de la compagnie minière Anglo American, John Parker, rendait publiques les conclusions d'une [étude](#) soutenue par le gouvernement britannique sur la place des minorités ethniques dans les conseils d'administration (CA) des entreprises du pays. **Sur les 1 087 administrateurs répertoriés dans les sociétés de l'indice FTSE 100, le rapport ne comptabilisait que 90 personnes de couleur**, dont la majeure partie était du reste de nationalité étrangère. Par ailleurs, au moment de la publication du rapport, 53 % de ces sociétés n'avaient aucune personne de couleur au sein de leur conseil d'administration. La version finale du document vient d'être publiée. On y trouve plusieurs préconisations dont **l'objectif, pour toutes les entreprises du FTSE 100, d'avoir au sein de leur conseil au moins une personne appartenant à une minorité ethnique d'ici à 2021 et d'ici à 2024 pour les entreprises appartenant au FTSE 250**. Le gouvernement britannique invite les entreprises du FTSE 100 à suivre ces recommandations, afin de promouvoir une plus grande diversité dans les CA. En 2011, Lord Davies avait rendu public un rapport dans lequel il prônait que les entreprises du FTSE 100 se fixassent un objectif de 25 % de présence féminine au sein des conseils d'ici à 2015. Ces recommandations, également encouragées par le gouvernement britannique de l'époque, avaient permis de faire passer le taux de 14 % en 2011 à 26 % en 2015, même si cette incitation salutaire semble depuis marquer le pas.

Climat, Ghana, Allemagne, énergie

Le Ghana accélère le développement des énergies renouvelables

En mars 2017, le nouveau gouvernement ghanéen, installé à la suite des élections générales qui se sont déroulées dans le pays en décembre 2016, a relancé son plan de développement des énergies renouvelables. Ce pays de 28 millions d'habitants, dont la superficie correspond à un peu moins de la moitié de celle de la France métropolitaine, nourrit d'importantes ambitions dans le domaine de l'énergie (en dépit d'un fort endettement du secteur) et vise **un accès universel à des solutions énergétiques modernes d'ici à 2030 et un objectif de 10 % du bouquet énergétique national issu du solaire, de l'éolien et du biogaz d'ici à 2020**. Pour l'heure, l'énergie solaire et le biogaz constituent 0,6 % de la puissance installée et l'hydroélectricité, 41,6 %. Le Ghana multiplie les initiatives. Outre des projets très novateurs, comme le démarrage de la construction d'une usine houlomotrice près d'Accra (voir [IE n° 266](#)), le pays vient d'annoncer, par la voix de son ministre de l'Énergie, son intention d'augmenter la puissance électrique de ses centrales hydrauliques de 50 % (soit 850 MW) **en les convertissant en centrales hybrides associant énergie hydraulique et énergie solaire** (une solution qui comporte aussi l'avantage de rationaliser l'emprise foncière). **L'Allemagne a en outre signé avec le Ghana un mémorandum d'entente portant sur un montant de 100 millions d'euros destinés à financer le développement des énergies renouvelables.**

Climat, Australie, énergie

Le gouvernement australien rejette le « Plan énergie propre »

Le gouvernement australien a décidé, le 17 octobre, de rejeter le plan recommandé par le scientifique en chef du pays, Alan Finkel. Ce plan (Clean Energy Target – CET) visait, entre autres, à obliger les compagnies d'électricité à fournir un pourcentage de leur électricité à partir de technologies à bas niveau d'émissions,

comme les énergies renouvelables ou le gaz naturel. **Le nouveau plan** (National Energy Guarantee – NEG) ne prévoit plus d'incitations pour les énergies renouvelables, mais il **intègre un calcul portant sur l'intensité énergétique**. Les fournisseurs d'électricité devront s'assurer que l'énergie qu'ils achètent délivrera une puissance fiable et stable. Pour le chef du Conseil de sécurité énergétique, Kerry Schott, cette option permettra d'abaisser le coût de l'énergie sans remettre en cause l'objectif fixé par le pays lors de la COP21 (une réduction de 26 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 2005). Les tenants des énergies renouvelables ne croient pas à cette perspective et voient dans la décision gouvernementale une capitulation face au lobby du charbon (l'électricité du pays dépend à 60 % de ce combustible).

OUTILS POUR LA RSE ET L'ISR (indicateurs, tendances, initiatives, études)

Santé, France, agroalimentaire

Forte diminution de l'utilisation des antibiotiques vétérinaires en France

Alors que la résistance aux antibiotiques reste une préoccupation à l'échelle mondiale et que les investisseurs financiers, notamment américains, poursuivent leur croisade contre l'utilisation massive des antibiotiques dans les élevages d'animaux (voir [IE n° 266](#)), l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) vient de publier son [rapport annuel](#) sur le suivi des ventes de médicaments vétérinaires contenant des antibiotiques en France en 2016. **En 2011, la France avait lancé son plan Ecoantibio 2017 destiné à diminuer de 25 % l'utilisation des antibiotiques vétérinaires entre 2011 et 2016.** Les conclusions du rapport montrent une baisse très sensible de la consommation de ces produits, de 910 tonnes en 2011 à 530 tonnes en 2016, soit une réduction de 41,8 %. Si l'on corrige ces chiffres en fonction de différents facteurs (activité et posologie), l'exposition des animaux aux antibiotiques a diminué de 36,6 % sur la période.

Santé-sécurité, France

L'Académie de médecine recommande aux entreprises d'être plus attentives aux problèmes d'addiction

L'Académie nationale de médecine a adopté, le 10 octobre 2017, un [rapport](#) sur les addictions en milieu professionnel. Le document souligne que les trois secteurs d'activité les plus touchés par la **consommation de substances psychoactives sont les arts et spectacles, le bâtiment et les travaux publics, l'hébergement et la restauration**. L'étude rappelle également que plusieurs enquêtes ont montré que les difficultés quotidiennes rencontrées dans leur activité professionnelle incitaient les actifs à augmenter leur consommation de ces produits et que l'alcool serait en cause dans 40 à 45 % des accidents du travail mortels en France. Aussi **l'Académie recommande-t-elle aux entreprises** d'adopter des mesures – actions collectives d'information, enquêtes de dépistage anonymes et aléatoires des consommations dans l'entreprise – et de mandater le médecin du travail pour assurer un contrôle garantissant l'absence de consommation d'alcool ou de substances illicites par le personnel occupant des postes mettant en jeu la sécurité individuelle ou collective.

PARTIES PRENANTES ENGAGEES

Biodiversité, justice, Etats-Unis, Canada, papier

Un tribunal américain rejette la plainte de l'entreprise canadienne Résolu contre Greenpeace

En mai 2016, l'entreprise canadienne Produits forestiers Résolu avait déposé une plainte à l'encontre de Greenpeace en **lui réclamant 300 millions de dollars canadiens** (200 millions d'euros) de dommages et intérêts pour racket, conspiration et diffamation. L'association avait alors dénoncé la stratégie de Résolu, ainsi que celle d'autres sociétés, qui visait à **faire taire la contestation par le biais de procès qualifiés de « poursuites-bâillons »**. Plusieurs personnalités, et en particulier le président de Hachette Livre, s'étaient publiquement élevées contre cette méthode (voir [IE n° 261](#)). Le 16 octobre dernier, le tribunal fédéral du district nord de Californie a rejeté la demande de Résolu et justifié [sa décision](#) ainsi : les « *discours des défendeurs [Greenpeace] sont l'expression d'une opinion ou de différents points de vue qui constituent un élément essentiel de notre démocratie* », « *les publications de Greenpeace se basent sur des données scientifiques ou des faits* » et c'est « *une académie, et non pas le tribunal, qui est l'endroit approprié pour résoudre les désaccords scientifiques de ce genre* ».

Chaîne d'approvisionnement, justice, Bangladesh, textile

Deux marques accusées de non-respect de l'accord sur la sécurité dans l'habillement au Bangladesh

Après l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en avril 2013 qui avait causé la mort de plus de 1 100 personnes travaillant dans les ateliers de confection installés dans le bâtiment, un accord légalement contraignant (The Bangladesh Accord) avait été conclu entre des marques et des syndicats afin d'améliorer les conditions de santé et de sécurité dans l'industrie bangladaise de l'habillement. **A ce jour, plus de 200 marques ont signé cet accord** et plus de 118 500 améliorations relatives aux risques électriques ou

d'incendie, ainsi qu'aux structures des bâtiments ont été réalisées dans 1 800 usines. Mais certaines enseignes semblent récalcitrantes. **Aussi les fédérations syndicales internationales IndustriALL Global Union et UNI Global Union, signataires de l'accord, ont-elles annoncé le 17 octobre qu'elles avaient saisi la Cour permanente d'arbitrage de La Haye à l'encontre de deux marques**, accusées de ne pas respecter les termes de l'accord. Il est reproché à ces deux marques, dont l'identité reste confidentielle du fait de la procédure adoptée, de ne pas avoir contraint leurs fournisseurs à améliorer leurs installations dans les délais et de ne pas les avoir aidés à supporter les coûts générés par ces améliorations. Les auditions sont prévues vers le mois de mars 2018.

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Droits humains, Etats-Unis, finance

L'ICCR lance l'alliance des investisseurs pour les droits humains

L'association américaine ICCR, qui réunit notamment des congrégations religieuses soucieuses de placer leurs actifs financiers selon des critères éthiques, sociaux et environnementaux, vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle initiative, l'Investor Alliance for Human Rights (IAHR). **Il s'agit d'une plateforme qui entend faciliter le plaidoyer des investisseurs sur les questions des droits humains et des droits sociaux fondamentaux.** L'IAHR s'est fixé trois objectifs : construire une plate-forme collective destinée à mobiliser rapidement les investisseurs, coordonner les stratégies avec les parties prenantes pertinentes pour accroître les efforts des investisseurs, élargir le champ actuel de l'engagement des parties prenantes dans le domaine des droits humains.

ENTREPRISES (initiatives & controverses)

Climat, Royaume-Uni, Pays-Bas, énergie

Shell fait l'acquisition d'un des leaders européens du rechargement des véhicules électriques

Aujourd'hui, il y aurait plus de 1,3 milliard de véhicules en circulation dans le monde. Mais d'ici le temps d'une génération, les moteurs thermiques appartiendront sans doute à une technologie d'un autre temps. Cette révolution n'est pas sans générer de sérieuses difficultés : explosion de la demande pour certaines ressources minières (cobalt, lithium, graphite, etc.) affectant gravement l'environnement et les conditions de travail de dizaines de milliers de personnes (voir [IE n° 263](#)) ; nécessité de développer les infrastructures qui permettront d'alimenter aisément les véhicules électriques. **Des entreprises se sont engagées dans la course à la maîtrise des différents segments des nouveaux marchés** qui accompagnent cette transformation. Ainsi, en mai 2016, les énergéticiens français Total et Engie ont-ils annoncé la prise de contrôle de spécialistes du stockage sur batterie (voir [IE n° 237](#)). **Le 12 octobre dernier**, la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell a indiqué qu'elle avait conclu un accord pour acquérir la société néerlandaise NewMotion, un des leaders européens dans la recharge de véhicules électriques. NewMotion dispose, en propre ou en accès, d'un réseau de plus de 50 000 stations de recharge pour les particuliers ou les professionnels. Ce réseau complètera celui que Shell développe dans ses propres stations-service, sans qu'une intégration des deux offres soit prévue pour l'instant. Cette transaction est la première du genre, mais sans doute pas la dernière, puisque les besoins en bornes de rechargement devraient exploser dans les années à venir.

Climat, France, banques

BNP Paribas renonce à financer les activités liées aux hydrocarbures non conventionnels

Première banque française par la taille, [BNP Paribas](#) est bien sûr une cible privilégiée pour les associations sur les thèmes liés à la RSE, en particulier sur la question climatique. **Depuis une dizaine d'années**, les mouvements écologistes interpellent la banque, ainsi que les autres grands établissements bancaires français, afin qu'elle réduise l'exposition de son portefeuille de financements aux énergies fossiles. En 2015, la banque a réactualisé sa [politique](#) de financement et d'investissement pour le secteur de la production d'électricité à partir du charbon mise en place en 2011. Pour autant, les efforts déployés paraissent lents et insuffisants aux yeux des ONG qui continuent à l'interpeller, notamment lors de l'assemblée générale annuelle. **Le 11 octobre dernier**, le groupe a fait un pas supplémentaire en déclarant qu'il cessait « *ses relations avec les acteurs dont l'activité principale est l'exploration, la production, la distribution, le marketing ou le trading de gaz et de pétrole de schiste et/ou de pétrole issu des sables bitumineux* », « *le financement de projets majoritairement dédiés au transport et à l'exportation de gaz et de pétrole de schiste ou de pétrole issu des sables bitumineux [et...] de projets d'exploration ou de production de gaz et de pétrole en Arctique* ». La décision a été applaudie par les associations qui restent cependant vigilantes. **Cette prise de position souligne également la baisse d'attractivité des projets liés aux hydrocarbures non conventionnels.** Du reste, le 3 octobre, le gouvernement écossais a annoncé que le moratoire sur la fracturation hydraulique pour la recherche de pétrole et de gaz de schiste resterait en place « *indéfiniment* ». Le 5 octobre, la société canadienne TransCanada a déclaré qu'elle annulait les

projets d'oléoducs destinés à acheminer le pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta vers l'est du Canada (Energy East et Eastern Mainline). Et le 18 octobre, c'est la Haute Cour de justice d'Afrique du Sud qui a annulé la législation relative à la fracturation hydraulique. A contre-courant de ce mouvement, Vinci a indiqué, le 9 octobre, qu'il avait été retenu, à travers sa filiale Spiecapag et en partenariat avec Macro Enterprise Inc., pour la réalisation d'une section de 85 km de l'oléoduc devant acheminer le pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta vers les côtes de la Colombie-Britannique.

Bien-être animal, Etats-Unis, Suisse, agroalimentaire

Nestlé prend de nouveaux engagements pour améliorer le « bien-être » des poulets d'élevage

La lutte contre la maltraitance animale s'amplifie, en particulier en France – où elle a pris un retard important par rapport à des pays comme le Royaume-Uni – et aux **Etats-Unis, où les pratiques de maltraitance de masse défrayent régulièrement la chronique**. Dans ce pays, où plus de 1,3 milliard d'ailes de poulet seront consommées en quelques heures le jour de la finale du championnat de football américain (Super Bowl), le 4 février prochain, des entreprises commencent à prendre en compte cette problématique, à l'instar des entreprises françaises [Danone](#) et [Sodexo](#). **Le 16 octobre, la société suisse Nestlé s'est engagée** à ce que d'ici à 2024, tous les poulets de chair et produits provenant de poulets et de poules (comme les œufs) qu'elle commercialisera soient issus d'élevages respectant de hauts standards de bien-être animal : croissance plus lente des volailles, réduction de leur concentration, amélioration de l'environnement, audits tierces parties...

Régions sensibles, France, Soudan du Sud, hydrocarbures

Total hésite, le Soudan du Sud le menace d'un retrait de ses licences d'exploration

Le Darfour, une région située dans l'ouest du Soudan, est affectée par un conflit meurtrier depuis 2003. Certaines sources estiment que plus de **300 000 personnes ont été tuées** depuis cette date, dont de très nombreux civils. On dénombre aussi **2,7 millions de personnes installées** dans des camps au Soudan et au Tchad, car elles ont fui les combats et les exactions commises par des groupes de miliciens. Les Etats-Unis ont qualifié de génocide les attaques contre les populations civiles. De son côté, l'ONU a parlé de crime contre l'humanité. Devant l'inaction du gouvernement de Khartoum pour empêcher ces violences et son soutien présumé aux milices armées, une partie de **la communauté internationale a fait pression sur les groupes pétroliers (en particulier sur le canadien Talisman Energy et le chinois PetroChina) et sur les banques (voir [IE n° 148](#)) pour qu'ils se retirent du Soudan** et qu'elles ne financent plus le régime en place. En 2003, Talisman a décidé de partir. Présente dans le pays depuis le début des années 80, la compagnie pétrolière **Total a préféré faire profil bas et ne laisser sur place qu'une équipe réduite**, échaudée par la campagne d'opinion internationale dont elle avait fait l'objet dès le milieu des années 90 pour sa présence en Birmanie et inquiète de l'instabilité due à la persistance du conflit armé dans la région. Aujourd'hui, le Soudan du Sud, indépendant depuis 2011, veut exploiter ses ressources pétrolières. Mais Total estime que la situation sécuritaire ne permet pas le démarrage des travaux d'exploration sur les blocs dont il détient les droits. Une attitude qui ne satisfait pas le gouvernement sud-soudanais qui menace retirer ses licences à l'entreprise si elle ne démarre pas ses opérations d'exploration...

EN BREF

Esclavage moderne. A la suite de la publication d'une étude du collectif Core (voir [IE n° 266](#)), selon laquelle de nombreuses entreprises ne respectent pas la loi britannique sur la lutte contre l'esclavage moderne, la société L'Oréal, citée par l'étude, a tenu à préciser qu'elle prenait cette question très au sérieux, notamment en ce qui concerne l'exploitation du mica en Inde. Ses engagements figurent sur son site Internet et doivent être appréciés en lien avec son reporting public.

Bien-être animal. Le 11 octobre, Gucci, l'une des marques emblématiques du groupe français de luxe Kering, a pris l'engagement d'arrêter la vente de tout article utilisant de la fourrure animale à partir de sa collection du printemps 2018.

Climat-énergie. L'énergéticien français Engie a annoncé le 19 octobre avoir acquis Fenix International, une société qui installe des installations solaires en Afrique, principalement en Ouganda.

Biodiversité, textile. A la demande de Stella McCartney, une filiale du groupe Kering, la société SCS Global Services a publié les résultats d'une [étude](#) du cycle de vie de dix méthodes de transformation des fibres de cellulose.

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris
